

# Essor et déclin des puissances industrielles : la mise en place des hiérarchies



## I. Le temps long de la seconde industrialisation

1. Le système technique de la seconde industrialisation
2. Des États tuteurs de l'industrialisation
3. Les temps courts de la conjoncture (1880-1914)
4. Une première mondialisation

## II. Les modèles étrangers de croissance : des économies pionnières aux pays *late comers*

1. Une hégémonie britannique en perte de vitesse
2. L'émergence de la puissance américaine
3. L'Allemagne : une industrialisation à marche forcée
4. L'éveil du Japon
5. L'inconnue russe

## III. Industrialisation et transformation des sociétés industrielles

1. Les acteurs sociaux
2. Industrialisation et relations sociales
3. Les sociétés industrielles européennes en 1914



## Repères chronologiques : les puissances industrielles

### I. L'Allemagne impériale (1871– 1914)

- ▶ **1871** : Proclamation à Versailles de l'empire Allemand. Traité de Francfort : indemnité de 5 milliards de francs– or payée par la France. Annexion de l'Alsace– Lorraine. Le mark devient la monnaie impériale.
- ▶ **1876** : Création de la Ligue centrale des Industriels : regroupement d'industriels intéressés par des droits protectionnistes.
- ▶ **1879** : Adoption des tarifs Bismarck.
- ▶ **1884** : Début de la colonisation en Afrique
- ▶ **1889** : Loi sur l'assurance– vieillesse complétant celles sur la maladie (1883) et les accidents (1884).
- ▶ **1890** : Démission de Bismarck. Début de la Weltpolitik.
- ▶ **1895** : Ouverture du canal de Kiel.
- ▶ **1899-1905** : Percée de l'empire allemand dans l'empire Ottoman. Concession du Chemin de fer de Bagdad (1903). Création à Constantinople de la Deutsche Orient Bank.

### II. Les États-Unis de la guerre de sécession à la Première Guerre mondiale (1860-1913)

- ▶ **1869** : Ouverture du premier chemin de fer transcontinental (Chicago-San Francisco).
- ▶ **1881** : Création de l'American Federation of Labour par Samuel Gompers.
- ▶ **1886** : Grèves sanglantes de Chicago le 1<sup>er</sup> mai.
- ▶ **1890** : Tarif Mac Kinley. *Sherman Anti-trust Act*.
- ▶ **1897** : Tarif Dingley.
- ▶ **1900** : Adoption du *Gold Standard*.
- ▶ **1913** : *Federal Reserve Act*. Début de la présidence Wilson.
- ▶ **1914** : *Clayton Act*. Première puissance industrielle du monde.

### III. Le Royaume-Uni de Victoria à Georges V

- ▶ **1877** : Victoria : impératrice des Indes.
- ▶ **1884** : Droit de vote pour tous les propriétaires.

- ▶ **1893** : J. Keir Hardie fonde l'Independent Labour Party.
- ▶ **1900** : Fondation du Labour Representation Committee.
- ▶ **1905** : Création du Labour Party.
- ▶ **1911** : *Insurance Act* (assurance maladie et chômage).
- ▶ **1911-1913** : Les suffragettes réclament le droit de vote pour les femmes (Miss Pankhurst).
- ▶ **1911** : *Parlement Act* : la chambre des Lords perd son droit de veto.

**IV. Le Japon du Meiji (1867-1912)**

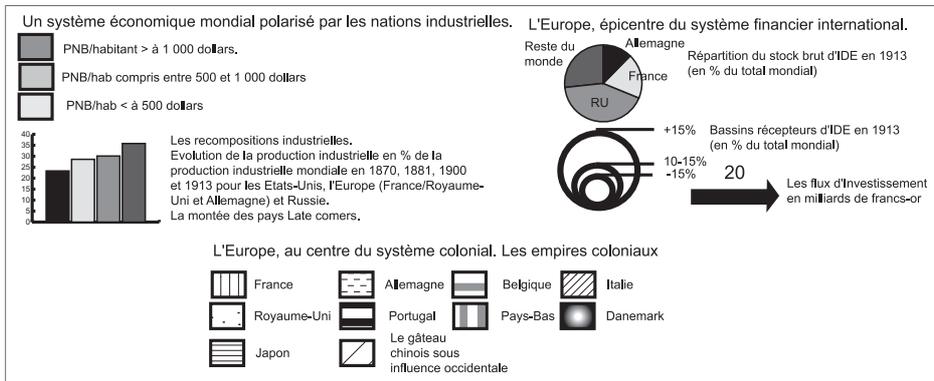
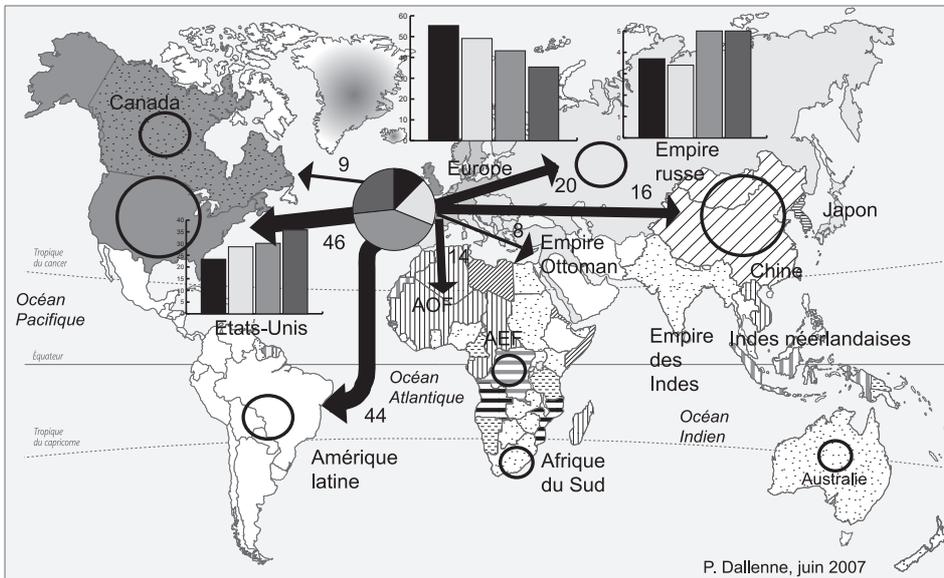
- ▶ **1868** : L'Empereur s'installe à Edo (rebaptisée Tokyo), capitale de l'Est.
- ▶ **1882** : Création de la Banque du Japon.
- ▶ **1894** : Traité de commerce avec le Royaume-Uni.
- ▶ **1894-1895** : Guerre sino-japonaise. Traité de Shimonoseki.
- ▶ **1897** : Adoption du *Gold Standard*.

- ▶ **1905** : Victoire sur la Russie. Traité de Portsmouth.
- ▶ **1910** : Annexion de la Corée.
- ▶ **1912** : Disparition de l'Empereur Meiji. Avènement de Taisho Yohihito.

**V. La Russie de Nicolas I<sup>er</sup> à Nicolas II (1850-1914)**

- ▶ **1861** : Abolition du Servage.
- ▶ **1891** : Lancement des emprunts étrangers. Début de la construction du transibérien.
- ▶ **1892-1901** : Serge Witte, ministre des Finances.
- ▶ **1897** : Adoption du *Gold Standard*.
- ▶ **1904-1905** : Guerre russo-japonaise.
- ▶ **1905** : « Dimanche rouge ». Défaites de Moukden et Tsushima. Grève générale. Création du Soviet de Saint-Petersbourg en octobre.
- ▶ **1906** : « Lois fondamentales » en avril. Première Douma. Réforme agraire de Stolypine.
- ▶ **1912** : Quatrième Douma. Massacre de la Léna en avril.

Les hiérarchies du système économique mondial en 1914



Traiter de la croissance économique à la fin du 19<sup>e</sup> et au début du 20<sup>e</sup> siècle revient, en fait, à s'interroger sur les modalités d'une croissance différenciée tant la diversité est grande. Celle-ci est double :

- La diversité des rythmes de croissance dans le temps oblige à évoquer la notion de cycles telle qu'elle apparaît dans un article du National Bureau of Economic Research de 1946 : « phase d'expansion simultanée de nombreux secteurs d'activités, période suivie d'une contraction similaire puis d'une reprise qui débouche sur la phase d'expansion du cycle suivant ». En effet, dès la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, les observateurs de la vie économique élaborent les premières théories des crises à l'instar de Clément Juglar en 1862 dans *Les crises commerciales et leur retour périodique en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis* ou de Stanley Jevons qui propose, entre 1874 et 1877, une théorie des cycles dont le déroulement était le suivant : une phase d'expansion qui s'accompagne d'une augmentation des prix et des taux d'intérêt et qui débouche sur une crise avec son lot de faillites. Avec la crise, les prix baissent puis les taux d'intérêt ; ce qui amène progressivement la reprise.
- La diversité des modèles nationaux. On pourrait rappeler ici ces quelques lignes extraites de *La Démocratie en Amérique* d'Alexis de Tocqueville : « Il y a aujourd'hui sur la terre deux grands peuples qui, partis de points différents, semblent avancer vers le même but : ce sont les Russes et les Américains. Chacun d'eux semble appelé par un même dessein de la providence à tenir un jour ou l'autre dans ses mains les destinées de la moitié du Monde ». Cette diversité des modèles nationaux nécessite d'évoquer les phénomènes de rattrapage entre les pays leaders et les pays *late comers* pour reprendre la typologie d'Alexander Gerschenkron dans *Economic Backwardness in Historical Perspective* (1962).

## I. Le temps long de la seconde industrialisation

### I. Le système technique de la seconde industrialisation

La plupart des Historiens évoquent pour les années 1880-1910 une seconde industrialisation, expression préférable à celle de deuxième Révolution industrielle dans la mesure où ce terme indique une mutation brutale alors qu'il ne s'agit que de transformations affectant des produits, des espaces et des procédés sans remise en cause des éléments de la première industrialisation. Bertrand Gille a recours au concept de « système technique » pour expliquer le passage de la première à la seconde industrialisation. Défini par « une cohérence entre de multiples techniques dépendantes des unes des autres », chaque système technique se heurte à des limites structurelles qui laissent place à un autre système. Celui de la première industrialisation reposait sur le rôle dominant du charbon et de la machine à vapeur ainsi que sur les produits liés (textile, chemins de fer et métallurgie). Il est remis en question à partir de 1880 pour laisser place à un nouveau système technique fondé

sur de nouvelles filières : électricité, chimie organique, acier, construction mécanique, pétrole et moteur à explosion.

Angus Maddison ajoute une distinction éclairante entre « pays meneur » et « pays suiveurs ». Selon lui, la performance du meneur, c'est-à-dire de celui dont la productivité du travail est la plus élevée (PIB par homme et par heure), fournirait une « mesure grossière et indirecte du progrès technique ». L'histoire multi-séculaire de la croissance économique reposerait ainsi sur une succession chronologique de pays meneurs :

- Pays-Bas au début du 17<sup>e</sup> siècle à la fin du 18<sup>e</sup> siècle ;
- Royaume-Uni de 1780 à 1880 ;
- États-Unis de 1880 à nos jours.

La croissance de la productivité du travail du pays meneur représente alors la limite maximale vers laquelle tendent les pays suiveurs. Ceux-ci essaient d'exploiter le fonds technologique du meneur en ouvrant leurs économies et en se dotant d'institutions et de comportements propres à absorber les innovations qui proviennent du meneur. Dans cette perspective, les années 1880-1910 correspondent à la fois à une nouvelle industrialisation, à une accélération du progrès technique et à la substitution des États-Unis au Royaume-Uni comme meneur.

Productivité du travail rapportée à celle des États-Unis.

	1870	1890	1913
Royaume-Uni	115	100	86
France	60	55	56
Allemagne	70	58	68

Sources : A. Maddison, *Les phases du développement capitaliste*, Paris, *Economica*, 1981  
et *L'Économie mondiale : 1820-1992*, Paris, OCDE, 1995

Tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, le progrès technique -à l'origine de la croissance des pays européens et des États-Unis - a été moins tributaire d'un effort d'innovation dans chaque pays que « d'une colossale entreprise d'imitation et d'adaptation » des techniques britanniques ; un effort facilité par les IDE britanniques souvent accompagnés de transferts de technologies. À partir de 1890, les États-Unis rattrapent le Royaume-Uni (en termes de productivité) et, au-delà, s'assurent une avance confortable au moins jusqu'en 1960. Tout confirme donc l'idée avancée par David Landes en 1980 dans *L'Europe technicienne* : « Il y avait une meneuse de train, l'Angleterre, et toutes les autres économies étaient poursuivantes. Depuis lors c'est une autre qui a pris l'avance, mais la poursuite continue : il s'agit à présent d'une lutte de vitesse sans poteau d'arrivée ».

## 2. Des États tuteurs de l'Industrialisation

Les analyses d'Alexander Gerschenkron (1962) sur les menées volontaristes des États dans les pays venus tardivement à l'industrialisation comme substitut au

marché ne peuvent être généralisées mais se trouvent confirmées dans le cas de l'Allemagne et de l'Italie.

En Allemagne, l'État appuie le processus d'industrialisation dès le début du processus. Jusqu'en 1879, il exerce ses fonctions traditionnelles de législation douanière. Mais, il abandonne la politique de libre-échange au profit d'un protectionnisme modéré afin de préserver sa jeune industrie (taux de protection de 13 %). Les représentants de l'État jouent un rôle « tutorial » des associations du patronat industriel à l'instar de la création dans l'industrie lourde du *Centralverband Deutscher Industrieller*. L'État va même jusqu'à prendre en charge des activités décisives pour créer l'environnement nécessaire à l'industrialisation. Ainsi, dans le domaine des communications et des réseaux, il nationalise en 1876 les compagnies de chemins de fer. Il s'octroie le monopole des télécommunications récentes. Il s'associe au capital d'autres collectivités publiques ou de firmes privées en créant des sociétés d'économie mixte pour les réseaux d'eau, de gaz et d'électricité. Surtout, Bismarck met sur pied un système de protection sociale avancée : loi sur l'assurance-maladie en 1883 ; loi sur les accidents du travail en 1884 ; loi sur les retraites en 1889.

Enfin, un effort conséquent est mené pour favoriser l'enseignement y compris l'enseignement technique et professionnel : à l'aube du 20<sup>e</sup> siècle, un cinquième des dépenses publiques sont consacrées à l'enseignement, soit trois fois plus qu'en Angleterre ou en France.

En Italie, l'État répond rapidement aux sollicitations des industriels lombards et piémontais en s'engageant, dès 1878, dans une politique protectionniste consacrée par le tarif de 1887 (soit un taux de prélèvement de 18 %). L'État s'engage dans la réalisation des infrastructures coûteuses en capital et dont la rentabilité immédiate est incertaine : aide à la sidérurgie en créant, *ex nihilo*, en 1885 les aciéries de Terni ; prise en charge les chemins de fer étatisés entre 1885 et 1905 ; étatisation des Postes dès 1889.

Si en Allemagne et en Italie, l'État a joué un rôle d'impulsion incontestable ; en revanche, une fois le mouvement d'industrialisation lancé, celui-ci fut largement confié à l'initiative privée.

Même en France où Frédéric Bastiat dénonce un « État grande fiction » à travers laquelle tout le monde s'efforce de vivre aux dépens de tout le monde, l'État reprend des entrepreneurs en difficultés (chemins de fer de l'Ouest), assure le gros œuvre des réseaux, déploie un protectionnisme actif (Méline, 1892), affirme les débuts de la République solidariste, régule les rapports sociaux (1884 : loi sur les associations).

Au Royaume-Uni et en Belgique, l'emprise de l'État apparaît plus faible. Dans ces deux cas, l'importance des marchés extérieurs aurait poussé à l'adoption des principes du libre-échange (taux de protection compris entre 0 et 9 % en 1913) et à miser sur la dynamique du marché. Mais, ceci n'exclut en rien un interventionnisme offensif comme en témoigne, au Royaume-Uni, la mise en place au cours des années 1890 d'une politique contracyclique de lutte contre la Grande Dépression via les dépenses d'infrastructures

### 3. Les temps courts de la conjoncture (1880-1914)

#### a. La Grande Dépression

Entre 1873 et 1896, les économies européennes subissent de fortes pressions déflationnistes. Cette déflation est d'abord mondiale puisque la valeur des exportations mondiales diminue de 36 %. Les profits subissent également une longue compression : au Royaume-Uni, la part des profits dans la valeur ajoutée passe de 52 % en 1872 à 46 % en 1893. Enfin, les prix industriels ont baissé d'un tiers environ (et davantage pour la fonte et le charbon, produits caractéristiques de la première industrialisation).

Trois raisons sont communément avancées pour expliquer cette Grande Dépression :

- l'intensification de la concurrence internationale a agi comme une loi d'airain à travers la baisse des coûts de transport et l'émergence de nouveaux concurrents c'est-à-dire de pays neufs dont la croissance était fondée sur l'augmentation des surfaces cultivées ou de pays dont le rythme d'industrialisation était plus rapide (Allemagne) ;
- la base métallique des systèmes monétaires s'est raréfiée avec la diminution de la production mondiale d'Or et la démonétisation de l'Argent ;
- les investissements ferroviaires qui avaient stimulé la croissance de l'offre et de la demande depuis les années 1840 sont arrivés à saturation et connaissent une longue période d'atonie.

En fait, il n'existe pas à proprement parler de Grande Dépression, et pour reprendre les termes de David Landes, il s'agirait tout au plus de « la plus atterrante déflation qu'on eût vu de mémoire d'Homme ». En effet, en dépit d'une succession de défaillances bancaires et boursières (en 1882, le Krach de l'Union Générale en France suivi en 1890 par la faillite de la Maison Baring), la croissance s'est poursuivie en Europe. Seul son rythme s'est ralenti par la répétition des accidents conjoncturels.

Au Royaume-Uni, le pays ne connaît un ralentissement du rythme de croissance qu'après 1900 :

- 1873-1882 : +1 % pour le PIB par habitant ;
- 1900-1913 : +0,8 % pour le PIB par habitant.

La Grande Dépression y constituerait la première étape dans le fléchissement séculaire de la croissance britannique. Surtout, pour Éric Hobsbawm, cette crise montrerait les difficultés pour le Royaume-Uni à amorcer le virage de la seconde industrialisation et à éviter de demeurer « engluée dans la structure désuète » de la première industrialisation.

En Allemagne, le boom spéculatif des années 1871-1873 se termine par une violente crise financière au cours de laquelle un grand nombre d'entreprises disparaissent. Cette crise des fondateurs (*Gründerkrise*) est suivie d'une stagnation de la croissance jusqu'en 1879. En revanche, après cette date, le PIB progresse de 60 % ; ce qui invalide le terme de Grande Dépression.

En France, l'évolution est plus conforme à l'idée d'une Grande Dépression dans la mesure où d'une part, l'agriculture est en difficulté entre 1865 et 1890 et, d'autre part, la construction s'est effondrée avec le krach de l'Union Générale. Ceci dit, les auteurs français soulignent que le fléchissement ne correspond pas à une onde Kondratieff car il intervient dès les années 1860. Dans ce cas, l'atonie de la croissance française correspondrait à l'intermède libre-échangiste borné en amont par le traité Cobden-Chevalier (1860) et en aval par le tarif Méline (1892). Et, pour Albert Broder dans *La longue Stagnation en France* (1997), ce serait la contraction du marché rural, touché par le marasme agricole, qui expliquerait le ralentissement industriel.

#### b. Sortie de crise et changements institutionnels

Les changements institutionnels de la fin du 19<sup>e</sup> siècle n'ont pas entraîné de bouleversements majeurs des procédures de régulation. Pourtant, des éléments importants de la régulation monopoliste se mettent en place, selon J.-F. Vidal :

- Les pays européens sauf le Royaume-Uni ont réagi à la dépression en augmentant les droits de douane à partir de 1879.
- La France et l'Allemagne ont réagi à la pénurie d'or en favorisant la diffusion des billets et des dépôts dans le public. Cette politique a fait œuvre utile puisqu'elle a permis aux banques centrales de collecter une partie de la monnaie métallique en circulation ; ce qui a donné aux banques centrales des marges de manœuvre pour baisser les taux d'intérêt.
- Parmi les institutions qui ont contribué à la sortie de crise, certaines existaient avant 1873. Ainsi, en Allemagne, les grandes banques universelles étaient apparues dès les années 1850. Après 1875, le développement d'entreprises industrielles, qui avaient peu accès aux marchés financiers, a favorisé leur essor.
- Dernier changement qui initie la régulation monopoliste : la création d'un système de Sécurité sociale, comme en Allemagne (même si son importance était encore négligeable à la veille de la Première Guerre mondiale, les dépenses de sécurité sociale ne représentent que 3 % du revenu national). La création de l'assurance maladie financée par des prélèvements obligatoires constituait une collectivisation des risques réalisée par la puissance publique.

## 4. Une première mondialisation

Les années qui précèdent la Première Guerre mondiale permettent de comprendre que la mondialisation ne constitue pas un épiphénomène. Les comparaisons entre la mondialisation contemporaine et celle de la période 1870-1914 montrent que l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord étaient engagées dans un processus similaire visant à créer un marché unique des biens, du travail et du capital. Cette première mondialisation a revêtu, selon Suzanne Berger, principalement trois formes :

- L'importance des migrations de populations hors des pays à bas salaires : Irlande et Suède perdirent ainsi jusqu'à 10 % de leur population. Au total, 55 millions d'Européens s'installèrent dans le Nouveau monde.
- Le développement des investissements directs : entre 1887 et 1913, le volume des investissements français à l'étranger représentaient environ 3,5 % de son revenu national.
- Le développement des exportations (malgré la montée des barrières protectionnistes).

a. Les paradigmes de la première mondialisation : convergence et ruptures

L'approche la plus commode pour parler de mondialisation est celle utilisée par Martin Feldstein et Charles Horioka (1980) : elle est fondée sur la corrélation entre l'épargne mondiale et les investissements. Selon leur analyse, s'il existe un marché unique des capitaux, pour un pays donné, le rapport entre l'épargne intérieure et les investissements est faible puisque les investisseurs peuvent investir dans n'importe quelle partie du globe et les emprunteurs peuvent emprunter là où les taux seront les plus faibles (allocation optimale). Pour Alan Taylor et Maurice Obstfeld en 1996-1998, la crise de 1929 est le début d'un processus de désintégration financière. De son côté, Barry Eichengreen parle de courbe en U des marchés financiers. Pris dans leur dimension financière, les marchés semblaient plus intégrés vers 1880 que vers 1980. Kevin H. O'Rourke et J.G. Williamson (*Globalization and History*, MIT, 1999) partent d'un autre indice pour apprécier cette première mondialisation : la convergence des salaires réels entre le Nouveau Monde et l'Europe occidentale. 70 % de cette convergence serait due aux migrations de population qui ont contribué à augmenter les salaires en Europe (bassin émetteur) et à baisser les salaires dans le nouveau monde (bassin récepteur). Les prix ont également fortement convergé. En 1870, le blé était vendu 57,6 % plus cher à Liverpool qu'à Chicago. En 1913, l'écart n'était plus que de 15,6 %.

Cette première mondialisation est marquée par trois ruptures par rapport aux périodes précédentes :

- Jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, une grande partie de la production, de l'épargne et de la consommation échappait aux contraintes du marché (autoconsommation agricole) ;
- L'action des États se conjugait à ce faible développement de l'économie marchande pour limiter les effets des flux commerciaux sur l'économie domestique. Cette pratique existait, dès l'époque médiévale (Henri Pirenne), à l'instar de l'économie vénitienne qui visait à réguler les interactions entre commerce international et économie locale (Venise empêchait ainsi les verriers-souffleurs d'aller vendre leurs compétences à l'étranger). Surtout, les États contrôlaient les entrées et les sorties de marchandises ou de capitaux : c'est en 1819 qu'une loi restreint pour la première fois les importations de céréales en Grande-Bretagne ;